

Le député **François Asensi**

demande des comptes au gouvernement et à la SNCF
au nom des usagers exaspérés !

Galères sur la ligne B



Avaries quotidiennes, problèmes mécaniques, retards, menaces sur leur emploi, les usagers de la ligne B subissent tous les jours les conséquences des manques d'investissement de l'État depuis 20 ans. Le député François Asensi interpelle les responsables de la situation : premier Ministre, Ministre, directeur de la SNCF. Il leur demande de respecter les usagers et d'engager des actions immédiates.

**Le député attend du premier Ministre une action immédiate :
" Monsieur Fillon, écoutez la colère des usagers ! "**

” Monsieur le Premier Ministre,

Chaque jour, des salariés de toute l'Île-de-France défilent au guichet d'information afin d'obtenir un billet de retard faisant foi auprès de leur employeur. A tel point que **l'usage du RER B dans les déplacements domicile-travail est devenu un critère majeur de discrimination** à l'embauche.

Chaque jour, des hommes d'affaires et des touristes venus du monde entier subissent les aléas de cette ligne, pourtant hautement stratégique puisqu'elle dessert des pôles économiques d'envergure internationale, dont le Parc des Expositions de Paris Nord Villepinte ainsi que les trois aéroports d'Orly, Roissy et Le Bourget.

Cette situation est inacceptable. Le rythme des incidents - de plus en plus sérieux - s'accélère. La pression monte, et l'ensemble de la ligne est au bord de l'explosion, à l'instar de ses usagers quotidiens.

Face à une telle asphyxie des transports en Île-de-France (le RER B n'est qu'un exemple parmi tant d'autres : RER A et D, lignes 1, 5 et 13...), **il est urgent d'agir.** S'il est bien nécessaire d'envisager dès aujourd'hui les transports collectifs de demain, les solutions à apporter au calvaire quotidien des usagers ne peuvent s'envisager sur une échelle de 10 à 20 ans.

C'est dès aujourd'hui qu'il faut agir, notamment par des investissements massifs de l'État, de RFF et de la SNCF dans les transports franciliens, ainsi que par l'accélération de la mise en œuvre du schéma directeur « RER B+ », d'ailleurs obtenus par la mobilisation commune des élus, des usagers, des associations et des syndicats au sein du collectif des Maires de la ligne B.

Il y a urgence à agir, Monsieur le Premier Ministre. ”

À l'Assemblée, le député interpelle le secrétaire d'État au transport : " Le gouvernement doit s'engager pour le tarif unique de la carte orange. "

” Monsieur le secrétaire d'État,

Sur la ligne B du RER, chaque jour au mois de janvier, un train sur quatre était en retard - et près d'un sur trois sur la ligne D ! Le manque de personnel affecté à l'entretien et à la sécurité du réseau est manifeste.

Quant au coût du transport, l'inégalité est la règle en Île-de-France. Quand un Parisien paie 55 euros par mois, un habitant de Sevrans ou d'Argenteuil débourse 90 euros, et un habitant des Mureaux jusqu'à 122 euros.

Autrement dit, plus vous habitez loin de votre lieu de travail, plus vos revenus sont faibles, et plus vous devez payer.

La mise en place d'un tarif unique pour l'Île-de-France coûterait 700 millions d'euros, soit seulement 0,2 % des 360 milliards que le Gouvernement a accordés aux banques, sans contrepartie.

Cette mesure socialement juste et économiquement utile redonnerait du pouvoir d'achat aux dix millions de Franciliens. ”

Le député écrit au président de la SNCF : ” Quelles solutions concrètes sont envisagées par la SNCF ? ”

” Monsieur le Président,

Aujourd'hui 10 avril, la ligne B du RER a subi une grave avarie. Une panne d'alimentation électrique en gare d'Aulnay-sous-Bois a perturbé très fortement le trafic de la branche nord : interconnexion suspendue, trafic nul en direction de l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle, et fortement perturbé en direction de Mitry-Claye.

Ce grave incident est loin d'être un cas isolé. Ainsi, le 2 avril dernier, un problème d'alimentation électrique à Paris Gare du Nord survenu dans la nuit du 1^{er} au 2 avril, avait interrompu totalement le trafic sur la branche nord. De même, le 26 avril, un problème d'alimentation électrique avait à nouveau suspendu partiellement la circulation des trains.

La liste serait trop longue. Incidents, retards et suppressions de trains, problèmes techniques et matériels, sont le lot quotidien des usagers de la ligne B du RER.

J'ai interpellé il y a peu le secrétaire d'État chargé des transports sur cette question à l'Assemblée nationale. Je vous interpelle à votre tour. Il y a urgence à agir : je souhaite savoir quelles solutions concrètes sont envisagées par la SNCF à ce problème. ”

François Asensi

François Asensi

Député de Sevrans, Tremblay-en-France et Villepinte

